



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
29 janvier 2021

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

UN AN DE PANDÉMIE : UNE COCOTTE-MINUTE INTERNATIONALE

Le 23 janvier 2020, les autorités chinoises mettaient 60 millions d'habitants en quarantaine pendant que les gouvernements européens observaient sans rien faire. Depuis, on a connu le scandale des masques, les vaccins distillés au compte-gouttes, les hôpitaux débordés, les milliards pour les plus riches, les licenciements et les restrictions pour les travailleurs. Et c'est nous que Macron ose engueuler en dénonçant « 66 millions de procureurs ». Il y a surtout 66 millions de... réquisitoires qui se perdent!

Une catastrophe sanitaire

Depuis le début de cette crise, tous les gouvernements montrent la même incapacité à gérer la pandémie, alternant sermons et mesures autoritaires. Les gouvernants ont même, pour les accuser de tous les maux, convoqué au tribunal chauve-souris et pangolins ! Sauf que les systèmes de santé ont partout été asphyxiés par des années de restrictions budgétaires. Les États les plus riches s'accaparent les doses de vaccins au détriment des pays pauvres.

Alors que Pfizer et Moderna ont annoncé la semaine dernière des retards de livraison en Europe, de nombreux gros labos pourraient sans doute relayer, mais tout est ralenti, entre autres au nom du secret commercial et des brevets. Et Sanofi, lancé dans la production d'un autre vaccin, non seulement tarde en attendant à mettre ses capacités de production au service des vaccins existants mais licencie ses propres chercheurs. Gouvernants comme gros trusts ont des logiques qui font passer leurs profits avant nos vies.

Une catastrophe sociale à combattre

Les grandes entreprises profitent de la situation pour réorganiser leur système de production et licencier, tandis que beaucoup des plus petites coulent du fait de la crise économique. Cela n'empêche pas les riches de s'enrichir. Sauf que, à l'autre bout, dans le monde entier, le chômage et la misère se répandent : d'ici la fin de l'année, environ 150 millions de personnes risquent de basculer dans l'extrême-pauvreté et les longues files d'attente aux soupes populaires sont déjà courantes en Argentine ou au Liban.

En France, la catastrophe sociale va s'approfondir dans les prochains mois alors que, déjà, les travailleurs de plus de 784 entreprises, très grandes ou moyennes, sont sous le coup de plans de licenciement,

soit plus de 70 000 emplois déjà menacés, sans oublier les CDD et les contrats d'intérim non renouvelés.

La précarité et les confinements se font aussi durement sentir auprès des jeunes privés d'emploi et des étudiants. Après avoir distribué les milliards aux grosses entreprises, les ministres se relaient pour expliquer qu'on ne pourra pas laisser une dette pareille à nos enfants. Vous avez bien compris, c'est à nous qu'ils veulent faire payer ces milliards. D'ailleurs, des attaques insidieuses contre les classes populaires ont commencé avec, entre autres, les baisses que la majorité des bénéficiaires de l'allocation logement connaissent depuis le début de l'année.

Nous préparer

Si nous les laissons faire, les chômeurs auraient des indemnités réduites et ceux qui garderont un travail verraient leur salaire baisser – comme chez Carambar qui veut licencier tous ses salariés pour les reprendre dans une nouvelle usine avec des salaires plus bas. La seule chose qui puisse ouvrir une autre issue, ce sera nos luttes. Dans le monde, du Liban à la Biélorussie en passant par les États-Unis, les soulèvements populaires n'ont pas manqué en 2020. Depuis la semaine dernière, des émeutes se répandent dans les quartiers populaires de Tunisie. Un scénario pas si différent des prémisses du Printemps arabe. Depuis deux mois, près de 200 000 paysans indiens occupent des autoroutes à proximité de New Delhi et s'affrontent à l'extrême droite au pouvoir. La situation devient partout intenable pour les classes populaires.

La colère engendrée parmi les travailleurs de tous les pays pourrait aussi les unir contre les responsables de cette catastrophe. C'est le meilleur souhait qu'on puisse formuler pour cette nouvelle année !

À défaut de déplacer les montagnes...

... il faudra peut-être bientôt que notre direction déplace les murs. Il semble qu'une nouvelle cabine de peinture soit nécessaire pour absorber les volumes de production qui se profilent. Au Ferrage, une quatrième ligne devrait bientôt entrer en action.

Encore un effort et PSA demandera à Caen-la-Mer de lui vendre son terrain pour y rebâtir un atelier...

Pour une augmentation mensuelle, pas des miettes !

Fin février, il y a aura l'annonce des primes d'intéressement et de participation. Il n'y aura pas de prime « Gilet jaune » car elle a été supprimée par le gouvernement et les résultats de PSA seront moins importants. On va donc perdre des centaines d'euros par rapport aux primes de l'année dernière.

C'est une raison de plus pour réclamer une vraie augmentation de salaires. Nos dépenses, elles, sont plutôt à la hausse. Il nous faudrait 400 euros de plus chaque mois, une bonne fois pour toute au lieu de primes qui varient d'une année à l'autre.

Vive la lutte des PSA-Kenitra

Seul un mince filet d'informations a filtré pour l'instant de la grève entamée à Kenitra par les ouvriers de PSA. Mais c'est bien suffisant pour affirmer qu'elle mérite notre plein et entier soutien.

Qu'on en juge par leurs revendications : augmentation des salaires, versement des primes sans délai, amélioration des conditions de travail, travail uniquement au volontariat les jours fériés, fourniture suffisante de vêtements de travail, respect des opérateurs par la hiérarchie, et bien d'autres encore...

À l'heure où ce tract est distribué, nos collègues de l'autre côté de la Méditerranée s'apprentent peut-être à débrayer à nouveau. Souhaitons leur victoire : elle serait un point d'appui pour nous aussi.

Petite crise mais gros profits

Même lors de la crise liée au Covid, malgré l'arrêt des usines pendant 2 mois, PSA est l'un des rares groupes automobiles mondiaux à avoir fait beaucoup des bénéfices : 600 millions en 6 mois, plus de 2,5 millions de voitures vendues en 2020. Ça va tellement bien que PSA s'est offert une fusion avec Fiat (et on peut être sûr que Tavares, l'homme qui gagnait 21 000 € par jour en 2020, devenu en 2021 PDG de Stellantis, ne s'oubliera pas). PSA a donc les moyens d'augmenter vraiment les salaires, il faut que par nos mobilisations nous forçons la direction à le faire.

Un conte de fée... pour actionnaires

Nous avons eu le droit à toute une propagande interne pour nous expliquer que la création du groupe

PSA-Fiat-Chrysler (Stellantis) est merveilleuse : petit livret bleu, tract, mail, affiche, etc. Tout ça en plus des louanges de la presse dévouée aux capitalistes.

Un vrai conte de fée. Mais sans nous : dans 1 mois, les actionnaires de Stellantis se partageront 2,2 milliards d'euros d'actions et un bonus de 308 millions. Tout en encourageant Tavares à faire 5 milliards d'économies sur nos salaires, nos emplois, nos conditions de travail...

Leur conte de fée, c'est le bal des vampires.

Ils se marièrent et...

supprimeront beaucoup d'emplois

Dans une de ses toutes premières déclarations de PDG de Stellantis, Carlos Tavares menace de fermer l'usine anglaise d'Ellesmere Port (fabriquant l'Opel Astra). Si le gouvernement britannique ne lui donne pas assez de subventions, il fera disparaître cette usine de plus de 1 000 salariés. Et ce n'est pas sûr qu'une fois les subventions empochées cela empêchera la fermeture du site... Ce genre de menace ce n'est qu'un début pour l'ensemble des travailleurs, quel que soit le pays, la marque, ou le statut (ouvrier, technicien, cadre, intérimaire).

À moins que nous, les salariés de chaque pays, on s'unisse et s'organise contre ces patrons rapaces.

Précaires made in PSA

Un atelier de PSA-Poissy, le Transformation du B1, va être transféré à PSA-Sevelnord. Là-bas, la direction a déjà annoncé qu'il n'y aura aucune création d'emploi ; elle aura recours aux intérimaires.

La chasse aux CDI a lieu partout dans PSA.

Contre les licenciements : la lutte continue

La manifestation pour l'interdiction des licenciements, à l'appel des travailleurs de l'entreprise TUI, samedi 23/01 à Paris, a réuni des travailleurs d'entreprises de toute la France : de Total Grandpuits (en grève depuis près de 4 semaines), Sanofi, General Electric, EDF, SKF, de Renault et bien d'autres, rejoints aussi par un cortège de Gilets jaunes.

Cette première manifestation a posé un jalon vers un « tous ensemble » des salariés des entreprises menacées. Un jalon modeste, mais qui montre la voie : pour faire reculer patrons et gouvernement, il faut sortir de l'isolement, du « boîte par boîte », se coordonner avec d'autres travailleurs menacés !

La journée d'action du 4 février à l'appel des syndicats sera une nouvelle occasion de l'affirmer.

Dicton du jour

« Quand on ne travaillera plus les lendemains de jours de repos, la fatigue sera vaincue ».

Alphonse Allais (1854-1905)